

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers
DREAL Occitanie - Unité inter-départementale 65-32
Cité administrative
10 rue de l'Amiral Courbet
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 05/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TERÉGA (ex TIGF)

40 avenue de l'Europe
CS 20522
CEDEX
64000 Pau

Références : 2026-0024-Dp
Code AIOT : 0006808457

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement TERÉGA (ex TIGF) implanté Izaute 32110 Laujuzan. L'inspection a été annoncée le 16/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection s'inscrit d'une part dans le cadre de l'instruction de la notice de réexamen de l'étude de dangers du site d'Izaute et d'autre part dans le contexte de d'une action régionale, définie en 2026, prolongeant l'action nationale 2025 sur la " Gestion des premières heures d'un incident ou accident" - volet "Prélèvements environnementaux".

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle. Le

retour d'expérience des actions régionales d'inspection des plans d'opération interne (POI) montre que certaines dispositions ne sont pas encore suffisamment prises en compte pour faire face à un incendie de grande ampleur, notamment concernant la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

Le volet « prélèvements environnementaux » de l'action régionale 2026 a pour objectif de s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répond aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, les premiers prélèvements environnementaux englobent à la fois les prélèvements et les analyses effectués au plus tôt après le début de l'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Par ailleurs, le POI doit indiquer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher ; ces éléments devaient être intégrés au POI des établissements Seveso seuil haut, au plus tard le 30 juin 2025.

Les suites apportées à deux points de contrôle de la visite de 2025, sur la thématique du PM2i ont également été vérifiées par l'inspection.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERÉGA (ex TIGF)
- Izaute 32110 Laujuzan
- Code AIOT : 0006808457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TEREKA exploite deux stockages souterrains de gaz naturel en aquifère sur les sites de Lussagnet (Landes) et d'Izaute (Gers). L'exploitation du site d'Izaute (stockage souterrain et installations de surface), sur les communes de Laujuzan et Caupenne d'Armagnac, a démarré en 1990 (décret du 23 octobre 1990 au titre du Code minier). Elle est autorisée, au titre des ICPE, par l'arrêté préfectoral du 13 juin 2014 et par l'arrêté inter-départemental du 9 juillet 2014. Le site est classé SEVESO seuil haut et dispose d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé le 26 décembre 2014.

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Maintenance
- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas

un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les éléments relatifs à l'anticipation des impacts liés à la fermeture du réseau cuivre.

Une demande d'évolution des infrastructures est en cours sur le sujet, pour migrer massivement les liaisons cuivre vers la 4G et les sites importants vers la fibre. L'exploitant indique que fin 2028, la migration sera terminée.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
7	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Réexamen de l'étude de dangers	AP Complémentaire du 19/12/2019, article 2.2	/	Sans objet
2	Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
3	Recensement des ouvrages soumis au PMII	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
4	Mise à jour du POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
5	Réalisation d'exercice POI	Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100	/	Sans objet
8	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	/	Sans objet
9	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	/	Sans objet
10	Mesures de maîtrise des risques	AP Complémentaire du 13/06/2014, article 7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La notice de réexamen de l'étude de dangers, transmise le 26 août 2024, est jugée complète par l'inspection. L'ensemble des items a fait l'objet d'une analyse permettant d'étayer la conclusion établie.

Concernant le volet « prélèvements environnementaux », il est attendu des compléments aux éléments présentés dans le POI, notamment sur la stratégie de prélèvement (choix des points faisant l'objet d'un prélèvement).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réexamen de l'étude de dangers

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/12/2019, article 2.2
Thème(s) : Risques accidentels, Réexamen des études de dangers
Prescription contrôlée : Les installations et leurs annexes, objet du présent rapport, sont construites, disposées, aménagées et exploitées conformément au plan et données techniques contenues dans l'étude de danger en vigueur transmise au préfet. Sans préjudice des dispositions de l'article R.515-98 du Code de l'Environnement, le prochain réexamen de l'étude de danger est transmis au préfet au plus tard le 26 août 2024. Ce réexamen est réalisé conformément aux dispositions prévues par l'avis ministériel du 8 février 2017 susvisé. Il fait l'objet d'une transmission d'une notice de réexamen accompagné le cas échéant d'une étude de danger révisée ou mise à jour.
Constats : L'exploitant a produit et communiqué par courrier du 26 août 2024, la notice de réexamen référencée 23-2844 FOR07_A_rev0 relative au site d'Izaute, telle que requise dans l'avis du 8 février 2017 « relatif au réexamen quinquennal des études de dangers des installations classées pour la protection de l'environnement de statut Seveso seuil haut ». L'exploitant conclut dans sa notice que l'étude de dangers [EDD] nécessite une mise à jour partielle en raison de nouvelles réglementations et arrêtés préfectoraux, des différentes modifications apportées sur les installations et de la prise en compte des nouvelles appellations des mesures de maîtrises des risques. L'étude de dangers mise à jour, datée d'août 2024, est jointe à la notice de réexamen. Les observations faites par l'inspection dans le présent rapport ne remettent pas en cause cet examen. <u>Examen de la notice de réexamen :</u> L'exploitant a passé en revue l'ensemble des 11 items comme prévu au point 2 de l'avis du 08/02/2017 suscité. Ce passage en revue a conduit l'exploitant à mettre à jour son étude de dangers pour prendre en compte les éléments suivants : - les évolutions réglementaires de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 (<i>relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</i>) introduites par l'arrêté du 22 décembre 2023, ainsi que celles de l'arrêté du 26 mai 2014 (<i>relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la</i>

section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement) introduites par les arrêtés du 24 septembre 2020 et 28 février 2022 seront intégrés à l'Étude de dangers du site d'Izaute.

- les nouvelles installations (nouveau puits IZA23) ayant fait l'objet d'une étude de dangers ajoutent des scénarios à l'EDD. Néanmoins, aucun impact sur les conclusions de l'Étude de Dangers n'est attendu en l'absence d'augmentation de l'enveloppe globale des effets hors site.

- la prise en compte du changement d'appellation Mesure de maîtrise des risques (MMR) / Barrière de sécurité ultime (BSU).

L'exploitant conclut que les conclusions de l'étude de dangers ne sont pas remises en question, en raison :

- du caractère approprié des MMR/BSU en place pour la démarche d'appréciation de réduction du risque à la source ;
- des conclusions de l'étude de dangers antérieure ;
- de la compatibilité du site avec son environnement.

La notice de réexamen est jugée complète par l'inspection. L'ensemble des items a fait l'objet d'une analyse permettant d'étayer la conclusion établie.

Par ailleurs, l'inspection a échangé avec l'exploitant durant la visite, sur les points suivants, présents dans la notice de réexamen :

1) la solution technique retenue pour la surveillance post travail par points chauds (cf. page 23 de la notice de réexamen).

L'exploitant a présenté la consigne relative à la surveillance post-travaux feu/flamme, datée du 03/02/2023 et en vigueur en salle de contrôle, ainsi que l'outil *Tracks*, utilisé pour la gestion des permis de travail et l'identification des zones concernées par les interventions.

La consigne prévoit l'arrêt des travaux au plus tard à 17 h, puis la réalisation d'une surveillance des zones de travaux par un technicien à 19 h. L'heure de clôture des permis apparaît effectivement dans l'outil *Tracks* ainsi que l'heure de la surveillance post-travaux.

Par sondage, l'inspection a examiné deux permis de travail pour lesquels les délais de surveillance post-travaux ont été respectés.

L'exploitant a par ailleurs indiqué qu'en complément de l'outil *Tracks*, le site d'Izaute, site isolé sans présence permanente de personnel, est équipé de plusieurs caméras tourelles pouvant être orientées afin de visualiser les zones ayant fait l'objet de travaux. Il a également précisé que la surveillance post-travaux feu/flamme constitue un point de vigilance pris en compte par les assureurs.

2) l'outil de suivi des formations et sa mise à jour (cf. page 27 de la notice de réexamen)

L'exploitant a présenté le logiciel FOEDERIS mis en place pour le suivi des plans de formation et d'habilitation.

3) la rédaction d'une procédure spécifique, référencée 001325, pour le cas des spécifications provisoires dans la spécification générale de Terre et de Masse (cf. page 37 de la notice de réexamen). L'exploitant indique que celle-ci doit encore être complétée sur la partie relative aux installations mobiles. Néanmoins l'inspection a constaté que la procédure a bien été mise à jour pour les installations concernant les interventions sur les puits (forage notamment), depuis l'incident de 2019. Cette procédure prévoit la systématisation d'un contrôle électrique préalable des chantiers de forage par un organisme agréé.

4) les résultats de l'analyse des causes de l'incident du 03/09/2019 (cf. page 40 de la notice de réexamen)

<p>→ l'exploitant a présenté à l'inspection le rapport du fournisseur GE daté du 9 décembre 2019. A la suite de cet évènement, le matériel défectueux a été remplacé. L'arbre des causes a été présenté. Celui-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>5) le traitement des piquages soumis à vibrations suite à la fuite sur une soudure au niveau d'une bride d'une tuyauterie en 2020 (cf. page 43 de la notice de réexamen).</p> <p>L'exploitant a identifié 256 piquages nécessitant un remplacement. À ce jour, 201 piquages ont déjà été traités, tandis que 55 restent à remplacer. Parmi ces derniers, 46 piquages sont programmés pour un remplacement en 2026, réparti sur trois mises à disposition. Les 9 piquages restants demeurent à planifier.</p> <p>Leur remplacement requiert des arrêts de fourniture de gaz, ce qui limite les opportunités d'intervention. L'exploitant prévoit toutefois de tirer parti des arrêts machines ou des grands arrêts pour réaliser ces travaux. Dans l'attente de leur remplacement, un contrôle annuel des piquages par magnétoscopie est mis en œuvre.</p> <p>6) la mise en place des boîtiers PST sur les vannes de sécurité du stockage (cf. page 12 de la notice de réexamen)</p> <p>L'exploitant a présenté la spécification générale motorisation et pilotage des robinets, référencée 001395, qui décrit le test partiel de course du robinet ou PST (Partial StrokeTest).</p> <p>En complément des 2 vannes (classées barrière de sécurité ultime dit BSU) équipées d'un boîtier PST lors de la phase de test, 98% des robinets BSU sont désormais équipés.</p> <p>L'exploitant précise que deux vannes sont concernées sur Izaute et 9 sur Lussagnet.</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure de test des vannes de sécurité du stockage avec le boîtier PST (test uniquement en manuel et sur site avec la salle de contrôle). Celle-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un boîtier PSTn sur une des vannes de sécurité du stockage du centre d'Izaute.</p> <p>7) la mise en place des boutons d'arrêt d'urgence (BSU 2) permettant d'isoler le centre et le réseau de collectes (cf. page 35 de la notice de réexamen) et les résultats de leur test de fonctionnement.</p> <p>L'exploitant a présenté le logigramme de sécurité ainsi que le rapport de test des BSU réalisé en novembre 2025. Ces éléments n'appellent pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a pu constater la présence d'un bouton d'arrêt d'urgence sur le site d'Izaute Centre associé à une signalétique très visible.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Modalités de suivi des tuyauteries et capacités soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tuyauteries et capacités – état initial inspections 04/10</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise un état initial de la tuyauterie ou de la capacité à partir du dossier d'origine ou reconstitué de cet équipement, de ses caractéristiques de construction (matériau, code ou norme</p>

<p>de construction, revêtement éventuel) et de l'historique des interventions réalisées sur la tuyauterie (contrôle initial, inspections, contrôles non destructifs, maintenances et réparations éventuelles), lorsque ces informations existent.</p> <p>A l'issue de cet état initial, l'exploitant élabore et met en œuvre un programme d'inspection de la tuyauterie ou de la capacité.</p> <p>L'état initial, le programme d'inspection et le plan d'inspection sont établis soit selon les recommandations d'un des guides professionnels mentionnés à l'article 8, soit selon une méthodologie développée par l'exploitant pour laquelle le préfet peut exiger une analyse critique par un organisme extérieur expert choisi par l'exploitant en accord avec l'administration. (...)</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a indiqué que des règles d'archivage ont été définies afin d'harmoniser les pratiques de classement informatique que ce soit pour le classement des fichiers ainsi que pour la désignation des fichiers.</p> <p>L'exploitant a présenté ces nouvelles règles en réunion d'équipe. L'équipe a également été renforcée pour 2026 pour finaliser le travail de classement et de renommage des fichiers afin qu'il soit finalisé pour le prochain audit du SIR prévu en octobre 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Recensement des ouvrages soumis au PMII

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 6</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Massif cuvette caniveau – recensement 04/10</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 08/07/2025 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables aux ouvrages suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les massifs des réservoirs visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les massifs des réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les cuvettes de rétention mises en place pour prévenir les accidents et les pollutions accidentelles susceptibles d'être générés par les équipements visés aux articles 3 et 4 du présent arrêté ainsi que les réservoirs visés par l'arrêté du 3 octobre 2010 susvisé d'une capacité équivalente supérieure à 10 m³ ; et - les structures supportant les tuyauteries inter-unités visées à l'article 5 du présent arrêté ; et - les caniveaux en béton et les fosses humides d'unités de fabrication véhiculant lors du fonctionnement normal de l'installation des produits agressifs pour l'ouvrage et pour lesquels la dégradation de l'ouvrage serait susceptible de générer un accident de gravité importante. (...)
<p>Constats :</p>

<p>L'exploitant a transmis, à l'inspection des installations classées, par mail du 29/10/2025, une procédure chapeau PM2I, préparée suite aux constats n°5 et n°3 de la visite d'inspection du 8 juillet 2025.</p> <p>La procédure transmise indique que les structures de supportage des collectes sont bien soumises au PMII (cf. page 2 qui liste les équipements suivis dans le cadre de la réglementation PM2I et qui précise : « <i>toutes les collectes (en domaine privé ou public), y compris vannes d'isolement, et leur support. La liste des collectes est détaillée à l'annexe 2 du présent document.</i> »</p> <p>L'exploitant a également présenté à l'inspection les plans d'inspection des collectes dans lequel sont intégrés une inspection visuelle des massifs de supportage même si ceux-ci se situent sur une portion de la tuyauterie non soumise au PM2I.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, le dernier POI d'Izaute, en version électronique, transmis à l'Inspection des installations classées datait du 15 novembre 2021. L'exploitant a toutefois communiqué une version plus récente de ce document par courriel, le jour même de la visite. Ce POI, référencé 000828 version 5, a été révisé le 28 novembre 2024. Il est constaté que la périodicité de mise à jour du POI est respectée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure, lors de la transmission des mises à jour du POI, à l'inspection des installations classées qu'une version électronique de celui-ci est également transmise afin que l'astreinte DREAL dispose d'une version à jour.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions régionales, Respect des fréquences réglementaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice POI, le 28 novembre 2025. Le scénario retenu était un feu de</p>

<p>pneumatiques sur tête de puits IZA 21. Le compte rendu de l'exercice a été transmis à l'Inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection note que l'astreinte SOCOTEC ENV a bien été appelé pour échanger avec lui sur la pertinence de se déplacer pour la réalisation de mesures et d'analyses des composants des fumées émanant des pneus en feu.</p> <p>Le précédent exercice POI a été réalisé le 4 octobre 2024.</p> <p>La fréquence de mise à l'épreuve du POI est conforme aux exigences réglementaires.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées invite l'exploitant à transmettre de manière systématique, les compte-rendus des exercices POI.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Liste des substances recherchées et milieux associés

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...] <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne, révisé le 28 novembre 2024, intègre en annexe 20 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux ; - les substances recherchées dans les différents milieux. <p>Cependant, les raisons pour lesquelles ces substances ont été choisies n'apparaissent pas dans le POI. Ces éléments figurent néanmoins dans l'EDD mise à jour en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant intégrera dans la prochaine mise à jour de son POI, les raisons pour lesquelles les substances recherchées ont été choisies.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>

N° 7 : Stratégie de prélèvement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieures au 1er janvier 2023.

Constats :

Le plan d'opération interne, révisé le 28 novembre 2024, précise en annexe 20 :

- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- l'organisme habilité (SOCOTEC ENV) à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements.

En terme de délais d'intervention, le contrat avec SOCOTEC ENV et le POI précisent qu'une arrivée sur le site est prévue en moins de 4 h après l'appel de l'astreinte ou le déclenchement de l'alerte.

Néanmoins, le POI ne précise pas comment sont déterminés les points qui feront l'objet des prélèvements (cartographie avec localisation des points et coordonnées en fonction des scénarios) ni l'ordre de priorité des points de prélèvement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant précise, sous 3 mois, à l'inspection les modalités de détermination de la localisation des points faisant l'objet de prélèvements, ainsi que leur ordre de priorité (par exemple, en commençant au plus près de la zone source puis en s'éloignant dans le sens du vent).

Le recours à une cartographie, partagée avec SOCOTEC et intégrant des points de prélèvement prédéfinis, permettrait de gagner du temps en cas de déclenchement d'un POI nécessitant l'intervention de SOCOTEC. L'emplacement de chacun de ces points (adresse et coordonnées

géographiques) serait ainsi défini en amont.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions régionales, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le plan d'opération interne, révisé le 28 novembre 2024, précise, en annexe 20, l'organisme habilité (SOCOTEC ENV) à mettre en œuvre les équipements de prélèvements. Le contrat avec SOCOTEC précise les laboratoires retenus pour analyser les prélèvements.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Liste des produits de décomposition

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9
Thème(s) : Actions régionales, Produits de décomposition
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour</p>

d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

Constats :

En annexe 8 de l'étude de danger révisée en août 2024 figure la liste des produits de décomposition, pour le centre d'Izaute.

Il s'agit des substances suivantes : CO₂ et CO (substances concernées par les mesures prioritaires) HCl, NO_x, HAPs, Aldéhydes, HBr, HF, SO₂, HCN, Dioxines et Furanes et PCB puis les poussières.

L'annexe 8 de l'EDD détaille les éléments relatifs à l'application du guide DT126 :

- les scénarios incendie dans l'étude de dangers du site d'Izaute d'août 2024 et les produits impliqués dans ces scénarios ainsi que les niveaux d'émissions attendus ;
- les facteurs d'émissions des produits de décomposition ;
- les quantités des produits impliqués dans les scénarios incendie du site ;
- les niveaux d'émission retenus ;
- la hiérarchisation globale des émissions de produits de décomposition de chaque produit stocké sur le centre d'Izaute.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Mesures de maîtrise des risques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 13/06/2014, article 7.1

Thème(s) : Risques accidentels, Mesures de maîtrise des risques (MMR)

Prescription contrôlée :

Les mesures de maîtrise des risques définies ci-après et les opérations de maintenance qui s'y rapportent sont intégrées au système de gestion de la sécurité.

Ces mesures sont contrôlées périodiquement, maintenues au niveau de fiabilité décrit dans l'étude des dangers et en état de fonctionnement selon des procédures écrites.

Les opérations de maintenance et de vérification sont enregistrées et archivées.

En cas d'indisponibilité d'un dispositif ou d'un élément d'une mesure de maîtrise des risques, l'installation est arrêtée et mise en sécurité sauf si l'exploitant a défini et mis en place des mesures compensatoires dont il justifie l'efficacité et la disponibilité.

Les mesures de maîtrise des risques comprennent à minima :

[données confidentielles].

Constats :

L'inspection a demandé à l'exploitant de présenter la liste BSU n° 308356 (barrières de sécurité ultimes), ainsi que les opérations de maintenance et de contrôle associées à ces barrières.

L'exploitant a transmis la liste BSU n° 308356. Celle-ci détaille, pour les sites d'Izaute et de Lussagnet et pour chaque BSU, les éléments suivants : localisation, fonction, identification, description de la barrière, nature (organisationnelle, mécanique ou instrumentée), testabilité, périodicité des essais ainsi que les mesures compensatoires mises en œuvre en cas d'indisponibilité de la BSU.

Par sondage, l'inspection a demandé à l'exploitant de présenter le compte rendu du test de la BSU n° 2 (bouton poussoir d'arrêt d'urgence - site d'Izaute Centre). Ce test a été réalisé le 28 novembre 2025. Le compte rendu correspondant a été transmis à l'inspection et n'appelle pas de remarque particulière.

L'inspection relève, par ailleurs, que l'arrêté préfectoral en vigueur nécessite une mise à jour, afin d'intégrer la distinction opérée par l'exploitant entre les BSU et les MMR, telle que présentée lors de la réunion du 1er août 2023. À cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire sera transmis à l'exploitant afin d'acter ces évolutions et de fixer la prochaine échéance de réexamen de l'étude de dangers.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalisera, dans un délai d'un mois, un récolement de ses arrêtés préfectoraux et informera l'inspection de tout autre point nécessitant une mise à jour.

Type de suites proposées : Sans suite